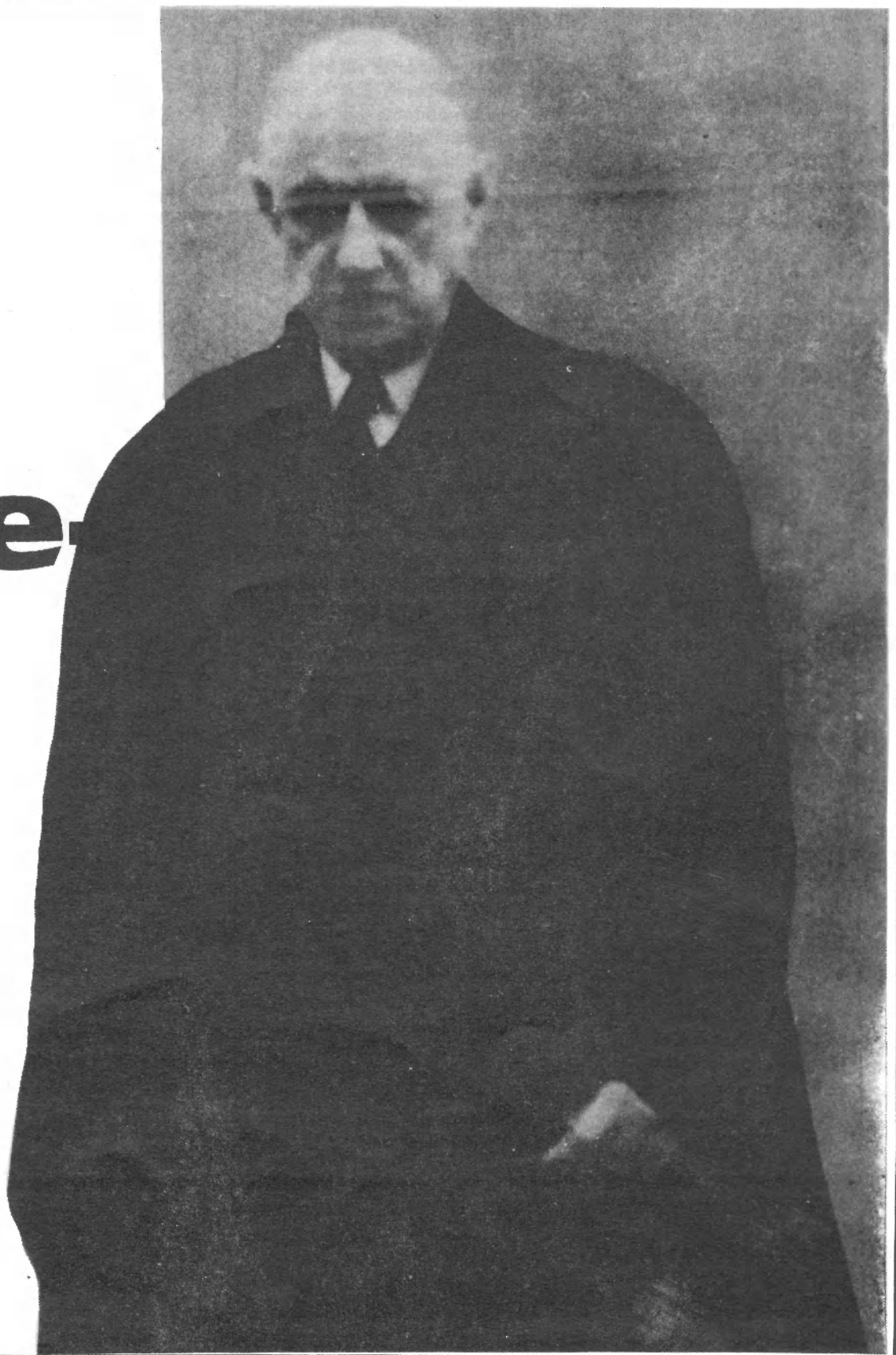


ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

**dix ans
après :**

**que
reste-
t-il
de
la
V^e ?**



M2242 -- 325 -- 4,50 F

13 NOVEMBRE AU 26 NOVEMBRE 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année - N° 325 - 4,50 F

peine de mort : un débat sans issue...

Après la condamnation à mort de Philippe Maurice, l'éternel débat entre partisans de la « juste peine » et abolitionnistes a connu un nouvel épisode. Au delà du drame humain, ce sont des sentiments bien faibles qui nous assaillent alors : l'agacement et l'écœurement.

Ecœurement devant ce qui n'est plus qu'exercice de style.

Ainsi, deux éditorialistes, un pour, un contre, s'expriment à la une du Quotidien de Paris. Il ne s'agit pas de contester ici le talent de Dominique Jamet qui fait merveille en avocat général, vif, une espèce d'humour... c'est un modèle du genre :

« Les faits étaient établis. L'auteur des faits était connu. Ni les circonstances des deux crimes, ni la personnalité du double criminel ne prêtaient à discussion. Par deux fois, à quelques jours d'intervalle le jeune Philippe Maurice, qui ne se déplaçait jamais sans son Luger, une balle engagée dans le canon, n'avait pas hésité à retrancher froidement deux innocents du monde des vivants, sans leur accorder ni le bénéfice du doute ni le sursis. L'assassin n'avait l'excuse ni de l'irresponsabilité, ni de la provocation.

« Il est vrai que ses parents étaient divorcés, que sa fiancée l'avait quitté, et qu'il avait dilapidé le produit de ses derniers hold-up. Si une enfance troublée, des amours malheureuses et le spectre de la pauvreté constituaient autant d'éléments criminogènes, la France serait depuis longtemps dépeuplée. Il est vrai que le deuxième meurtre a été commis par un homme affolé, mais de cet affolement même il avait été l'organisateur : il serait paradoxal qu'un premier assassinat, fut-il partiellement à l'origine du suivant, lui servit d'excuse absolue. (...) »

En regard, il n'est pas sûr que Jean Laborde ait le même talent, qui laisse percevoir un certain découragement :

« Ce qui m'a toujours frappé dans l'éternelle discussion sur la peine de mort, c'est une double inutilité. Inutilité de la querelle : les protagonistes obéissent à des réactions purement passionnelles.

inutilité du châtiment en question : toutes les statistiques sans exception montrent que la présence ou l'absence de l'échafaud, de la potence ou de la chaise électrique n'a aucune influence sur la courbe de la criminalité la plus violente.

« C'est même cette double inutilité qui me paraît être le plus fort argument pour la mise au rencart du découpage, puisque chez nous c'est de cette délicate façon que l'on procède à la liquidation. Pourquoi continuer à échanger des volées de mots et d'idées abstraites, philosophiques ou morales, puisqu'elles ne convertiront personne ni dans un sens ni dans l'autre ? Le débat se passe entre indéracinables qui se feraient tuer sur place plutôt que d'abjurer leur foi. »

Quant aux arguments statistiques, ils ne changeront rien non plus, pouvant toujours être réactualisés, contestés, remis en cause... Se laisser entraîner dans une telle vision laisse la partie belle aux tenants de la chose établie.

Reste la question du droit de grâce. Le Monde fait remarquer que :

« Nul délai n'est imparti à la Cour de cassation, qui se donne généralement entre trois et six mois pour examiner la régularité des procès. Six mois, c'est presque, jour pour jour, le temps qui va s'écouler d'ici au premier tour de l'élection présidentielle.

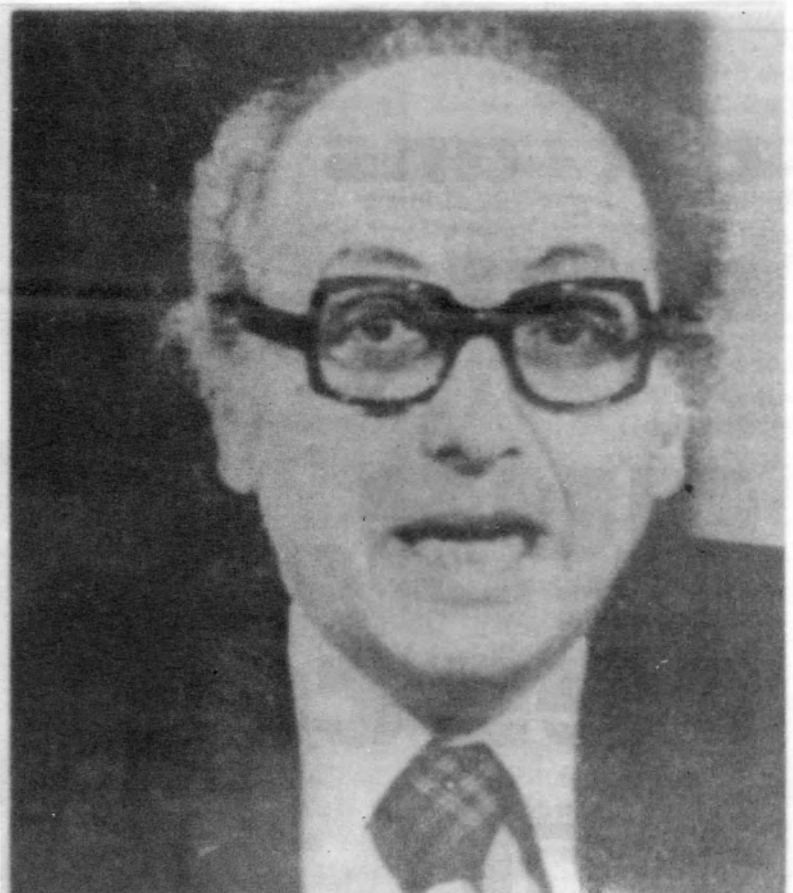
« Si la Cour de cassation juge que les formes n'ont pas été respectées, les deux procès reprendront bien au-delà de cette échéance. Si, au contraire, ces procès, ou même l'un d'entre eux, sont jugés réguliers, le chef de l'Etat, qu'il soit ou non en campagne, sera appelé à laisser courir la vie, ou à l'interrompre. On verra s'il mesure, à l'aune d'un couteau, l'importance respective des abolitionnistes et de leurs adversaires, de la civilisation et de la politique. »

Tant il est vrai que ce droit de grâce, droit régalién, n'a pas de sens dans le régime actuel.

P. CHASSARD

purge au p.c.

Les récentes mesures d'exclusion ou de dégradation décidées par la direction du P.C. contre des « communistes critiques » montrent que le parti de Georges Marchais est toujours aussi stalinien et russifié.



Après les élections perdues de 1978 et le développement d'un mouvement de contestation Georges Marchais avait promis qu'il n'y aurait pas d'exclusions. Pendant deux ans, la direction du Parti a semblé tenir sa promesse. Mais de façon très jésuitique. Ainsi, Jean Elleinstein n'était pas exclu mais il était interdit de séjour à la fête de « l'Huma », relevé de ses fonctions de directeur adjoint du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes par fusion de celui-ci avec l'Institut Maurice Thorez, victime d'une rupture de contrat avec les Editions Sociales. Bref totalement marginalisé, ce qui équivaut à une exclusion de fait. Il en allait de même à Marseille pour Jean Kehayan coauteur avec sa femme de « Rue du prolétaire rouge » ouvrage plus que critique à l'égard de la vie quotidienne en U.R.S.S.

Octobre 1980 : l'escalade. Pour avoir dit qu'ils ne voteraient pas Marchais l'an prochain, Kehayan

et Elleinstein sont exclus. Henri Fiszbin, lui, après avoir été de facto contraint de démissionner de ses fonctions de secrétaire de la Fédération de Paris à la suite d'une comparution devant le Bureau politique, vient d'être exclu avec deux de ses camarades du Bureau fédéral. Motif : ses critiques des conditions dans lesquelles Georges Marchais a été désigné comme candidat et son rejet de la campagne anti-P.S. imposée au Parti par sa direction. Autant dire que le vernis libéral que les dirigeants du P.C. avaient voulu lui donner dans l'opinion, déjà bien mis à mal par la rupture de l'union de la gauche, a totalement disparu.

Dans le même temps, les chefs du P.C. multiplient les actes d'allégeance à l'égard de l'U.R.S.S. qui vont de la reconnaissance du « bilan globalement positif » des pays socialistes à l'approbation de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Là encore, d'un seul

coup, dix ans d'efforts apparents pour dérussifier le Parti sont ruinés. Il semble bien loin le temps où le Bureau politique désapprouvait l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, où l'Humanité dénonçait l'existence de camps en U.R.S.S., où Pierre Juquin serait publiquement la main à Plioutch.

Alors, pourquoi ? D'abord parce que le P.C. est une contre-société close et bureaucratique qui tend à persévérer dans l'être quels que soient les hommes qui la composent. Plus un seul des membres du B.P. lors de l'invasion de la Hongrie en 1956 n'est encore encore en poste aujourd'hui et pourtant leurs successeurs de 1980 ont les mêmes réflexes qu'eux. Ce qui leur interdit, entre autres, de rompre le cordon ombilical avec l'U.R.S.S. Ce d'autant plus que les Soviétiques ont su, après la mort de Thorez qu'ils «tenaient» pour de multiples raisons et notamment son attitude durant la seconde-guerre mondiale, après l'intermède Waldeck-Rochet, mettre en place un homme également «tenu», Georges Marchais (Un Messerschmitt passe).

Cela contraint le P.C. à réadopter, après les actions unitaires de 1965 à 1977, la stratégie de la «citadelle assiégée» comme dans les années 1950. Mais les temps ont changé. Nombre de membres du P.C. et même de permanents (1) n'ont plus à son égard un lien de nature religieuse. D'où un début d'hémorragie qui pourrait se communiquer l'an prochain à l'électorat.

Arnaud FABRE

(1) Ainsi Michel Cardoze, que j'ai bien connu à Bordeaux, voici vingt ans et fort peu apprécié à cause de son sectarisme a pourtant démissionné, écœuré, de ses fonctions de rédacteur en chef adjoint de «Révolution» l'hebdomadaire du P.C. censé séduire les intellectuels.

ROYALISTE
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.
Imprimé en France - Diffusion N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.



Pour une fois il n'est pas réduit au rôle de brillant second

Jacques, michel et marie-france

Décidément, pour les gaullistes, rien ne va plus. Depuis que Jacques Chirac a quitté Matignon, les années se suivent et se ressemblent : beaucoup d'hésitations, de conflits internes et d'échecs. Et les perspectives ne sont pas rassurantes.

Bien sûr, le R.P.R. reste un «grand parti». Mais l'existence d'un parti gaulliste est quelque peu contradictoire avec les principes même du général de Gaulle, qui voulait l'indépendance de l'Etat à l'égard des partis. Aussi, qu'il soit au pouvoir, dans la «majorité» ou dans l'opposition, le R.P.R. est-il condamné à vivre dans le malaise. S'il est au pouvoir et s'il le colonise, il trahit les principes qu'il est censé défendre. S'il doit cautionner une politique qu'il désapprouve, ou bien provoquer une crise majeure dans un régime dont il se dit le meilleur défenseur. S'il est dans l'opposition et s'il décide de présenter un candidat aux présidentielles, il bafoue le principe même de cette élection, qui tend à dépasser la logique partisane pour permettre l'arrivée aux affaires de l'homme libre que le général de Gaulle avait

su être.

Voilà bien des embarras, qui expliquent l'attitude hésitante du R.P.R. depuis 1978 : hostile à Giscard, contestant l'action de son gouvernement, il n'a pas su se résoudre à renverser Raymond Barre dont il ne cesse pourtant de dénoncer en paroles les erreurs et les échecs. Et les élections présidentielles se semblent pas devoir sortir le R.P.R. de l'impasse. D'abord parce que Chirac est tiraillé entre des tendances contraires et ne parvient pas à se décider. Ensuite parce que les candidatures de Michel Debré et de Marie-France Garaud viennent tout compliquer.

Certes le choix n'est pas facile. Mais il faut bien dire que, sous ses allures de matamors, Jacques Chirac est un faible, très influencé par ses conseillers. Quand ceux-

ci le poussent, tous ensemble, dans une direction, bonne ou mauvaise, tout va bien. Mais quand ils se divisent sur la tactique, Jacques Chirac a du mal à trancher. Ainsi, en ce moment, Claude Labbé et Pasqua l'incitent à se présenter, tandis que d'autres font pression en sens contraire. Et Chirac hésite, tergiverse, fait semblant de vouloir, puis décide d'attendre encore. Pendant ce temps, Giscard fait tranquillement et par petites touches dans le Massif Central, à Autun sa campagne. Il est vrai que Chirac n'a le choix qu'entre deux échecs : s'il ne se présente pas et laisse Debré faire un petit score, son parti en subira les conséquences; s'il se présente et obtient un résultat médiocre, le R.P.R. connaîtra également des années noires.

Car, dans l'état actuel des choses, Chirac ne peut être présent au second tour. Debré est trop engagé pour se retirer et il n'en a d'ailleurs pas la moindre envie : cette élection est sans doute le dernier grand combat de sa carrière, et pour la première fois il n'est pas réduit au rôle de brillant second. Et voilà que, par dessus le marché, Marie-France Garaud va enlever au R.P.R. un certain nombre d'anticommunistes obsessionnels, qui se retrouvent parfaitement dans le délire anti-soviétique de «Marie-France». Croit-elle sérieusement que les chars russes s'apprentent à rouler vers la France ? Se venge-t-elle de Chirac, qui l'a congédiée ? Mystère. Mais tout cela n'arrange pas les choses.

En fait, Chirac n'a qu'une façon de sortir de son dilemme : c'est de choisir, dès maintenant, une tactique pour le second tour. Peu importe qu'il se présente lui-même ou qu'il laisse Debré aller seul «au charbon» s'il décide de soutenir le candidat socialiste. C'est pour Chirac, la seule façon de se débarrasser de Giscard et de jouer un rôle important dans une France présidée par un socialiste. C'est affaire de négociations entre partis et les convergences dont on parle depuis un an devraient pouvoir se concrétiser rapidement. C'est aussi et surtout affaire de courage car si le R.P.R. compte dans ses rangs nombre de mécontents, il abrite aussi beaucoup de conservateurs qui ne veulent pas entendre parler des socialistes. Pourtant, si Chirac veut rester fidèle à ses idées, c'est dans la voie d'une alliance électorale avec les socialistes qu'il doit s'engager.

Yves LANDEVENNEC



c. g. t. agitation vaine

Grèves à répétition, manifestations, marche sur Paris, radio pirates : la C.G.T. s'est beaucoup agitée depuis la rentrée. Sans rien obtenir.

Bilan bien morose, puisque la centrale de Georges Séguéy annonçait elle-même que les 94 grèves et les 587 actions «diversifiées» avaient été «assez bien suivies». En dehors de l'agonie de Manu-france qui a monopolisé les médias, les «initiatives» nationales de la C.G.T. sont passées inaperçues.

Première faille de cette agitation sociale : l'entêtement de la C.G.T. à s'engager seule dans les luttes. A la base, comme au niveau national, elle a unilatéralement décidé les actions sectorielles. Faut-il suivre pour autant les analystes de la C.F.D.T. qui déclaraient à propos de la marche de protestation des mineurs C.G.T. : «l'objectif, presque unique de cette marche est de servir de faire valoir à la C.G.T.» ? La situation dans les bassins du Nord, du Pas-de-Calais ou du Centre n'est-elle

pas suffisamment inquiétante pour qu'on ne s'engage pas dans la voie sans issue de la division syndicale ?

Car à l'intransigeance de la centrale de la rue Lafayette, les syndicats «non communistes» répondent par l'absence et la tiédeur. F.O. et la C.F.T.C. ont systématiquement refusé les actions communes durant le mois d'octobre. Bergeron préfère sans doute les soporifiques de Barre et de Monory, sans voir que «la politique contractuelle» à laquelle il consacre tous ses efforts se réduit comme une peau de chagrin.

Quant à Edmond Maire, il déclarait récemment à propos de «l'agitation spectacle» de la C.G.T., qu'il faudrait plutôt s'orienter vers des réponses «authentiquement syndicales» débouchant sur des actions de masse en prise directe avec les conflits

et non pas pratiquer le déplacement de «population» syndicale et militante comme c'est actuellement le cas. Attendons de voir.

Que la C.G.T. applique au niveau syndical la stratégie d'«union dans les luttes» du Parti communiste ? Nul ne s'y trompe. Mais est-ce un prétexte suffisant pour pratiquer l'attentisme et baptiser «resyndicalisation dans l'action» la mièvre présence de la C.F.D.T. sur le terrain des luttes. Il est trop facile au Pouvoir de répliquer. Face à la seule C.G.T. qui occupe vaille que vaille le terrain, il peut se permettre d'éluder les problèmes d'un revers de main dédaigneux, sachant bien que la solidarité des organisations ouvrières ne peut plus jouer désormais, puisqu'elles ont pris le parti de s'ignorer. L'intervention de la police contre Radio-Quinquin n'a entraîné que des protestations automatiques : histoire de défendre les grands principes.

Deuxième faille de cette agitation : la C.G.T. n'en sort nullement affermie. Les luttes menées n'ont apporté aucun résultat palpable pour les travailleurs. Plus que jamais c'est l'impasse. Le Gouvernement et le patronat n'ont aucune peine à repousser les négociations. La C.G.T. aura beau additionner les conflits durs dans «14 branches professionnelles», les licenciements et la restructuration continueront. Les patrons de la Sidérurgie eux ne s'y trompent pas, qui constataient que la situation sociale était au «calme plat» depuis septembre. Les cortèges clairsemés de la C.G.T. ne les font plus frémir. D'autant plus, comme le rappelait Edmond Maire, que l'ensemble du mouvement syndical «n'a pas surmonté son impuissance face aux multinationales et aux mutations technologiques» ni face à la nouvelle division internationale du travail.

L'agitation vaine est la rançon de cette impuissance. La C.G.T. ne l'a pas comprise, elle dont les choix stratégiques sont hypothéqués pas sa vision productiviste. Mais la C.F.D.T. qui semble avoir saisi l'ampleur de ces mutations structurelles n'a pas élaboré de réponse convainquante. Faut-il alors les chercher en dehors de ces appareils ?

François MOULIN

l'affaire delpy

Ancien soldat d'Indochine, militant d'extrême droite connu, Roger Delpy est en prison depuis le mois de mai. Arrêté en sortant de l'ambassade de Lybie, il est accusé d'intelligence avec ce pays. On se féliciterait de la célérité de la police dans cette affaire si la sécurité de la nation était effectivement en cause. Or, c'est plutôt de la tranquillité du Président de la République qu'il s'agit. Car Roger Delpy a rencontré Bokassa, qui lui a remis un certain nombre de documents sur ses relations avec Giscard, afin que l'auteur des «Soldats de la boue» puisse publier un livre. Livre probablement explosif, que l'incarcération de Delpy renvoie aux calendes grecques.

De plus, trois documents saisis par la D.S.T. et adressés à la Cour de Sûreté ont été retirés du dossier la semaine dernière et transmis au Procureur de la République de Paris. Il s'agirait, grâce à ces pièces, de mettre sur le dos de Delpy des délits de droit commun. Mais surtout, comme les photocopies qui restent dans le premier dossier ne constituent plus que des «pièces de forme», les avocats de Delpy ne pourront évoquer leur contenu à l'audience que si le Président l'accepte. Or ces trois documents portent sur les diamants offerts à Giscard... Pour parvenir à ce résultat, on n'a pas hésité à briser trois scellés en dehors de la présence de l'inculpé, ce qui est totalement illégal.

Comme le dit M. Raphaël-Leygues, ancien ambassadeur de France en Côte-d'Ivoire dans une tribune libre du *Monde*, il faut voir dans ces manœuvres illégales de l'affolement plus que du machiavélisme. Pourquoi de l'affolement, si le Président de la République est innocent ? Si Delpy est coupable d'intelligence avec une puissance étrangère, qu'on le prouve rapidement. Sinon qu'on le libère afin qu'il puisse dire sa part de vérité.

B.L.

les hommes du président

La victoire de Ronald Reagan à l'élection présidentielle américaine est également la victoire des intellectuels «néo-conservateurs» qui constituent une partie de son entourage et s'apprêtent à appliquer leurs idées.

Le 4 novembre, les Américains ont voté. Voté «pour» bien sûr, mais voté «contre» aussi. Phénomène croissant que révèlent les sondages d'opinion, le «vote négatif», prend de plus en plus d'ampleur.

Cette médiocrité dans les motivations politiques de l'électorat ne doit cependant pas cacher que l'élection a été aussi un combat d'idées où la «Nouvelle Droite» américaine a marqué des points. Depuis 20 ans, en effet, en dépit de la guerre du Vietnam et malgré Watergate, la pensée issue des milieux de droite est celle qui a le plus d'impact sur l'opinion publique. En témoigne la bonne santé de publications telles l'*American Spectator* (anciennement *Alternative*), qui a vu son tirage doubler depuis 1975, la *Policy Review*, dirigée par John O'Sullivan, ancien journaliste au *Daily Telegraph* à Londres. On peut encore mentionner la *National Review*, *Commentary* dirigé par Norman Podhoretz et *Public Interest* d'Irvin Kristol. Les idées des milieux conservateurs ont en

outre reçu force publicité lors de l'attribution du Prix Nobel à von Hayek en 1974, à Milton Friedman en 1976, et celle du Prix Pulitzer, en 1977, à Georges Will (journaliste au magazine *Newsweek*).

La droite américaine se divise en deux courants principaux. Il y a tout d'abord ce qu'on nomme la «Nouvelle Droite» qui regroupe d'innombrables sociétés, comités et autres groupes de pression. Elle croit au pouvoir rassembleur de certaines questions sociales comme les questions sexuelles et raciales. Ainsi, malgré leurs divisions, Démocrates et Républicains se retrouvent d'accord, selon la Nouvelle Droite, pour s'opposer à la libéralisation de l'avortement. Les forces vives du mouvement se recrutent dans les classes moyennes, parmi lesquelles on dénombre une majorité de protestants, en particulier dans le Middle West et l'Ouest du pays. Leur Q.G., à Arlington en Virginie, possède un ordinateur qui conserve 20 millions de noms et d'adresses de personnes susceptibles de contri-

buer à leur cause. Les leaders, eux, sont loin d'être des nouveaux venus en politique : déjà en campagne dans les années 60 pour Barry Goldwater -dont le livre *The Conscience of a Conservative* en 1964 se vendit à 3.500.000 exemplaires-, anciens «Jeunes Américains pour la Liberté» ou adeptes de la John Birch Society, qui voyait en Eisenhower un agent du communisme. Conscients d'avoir une identité propre les Mid-westerners se dotèrent de moyens d'expression personnels. En 1955 naquit la revue trimestrielle *Modern Age, A Conservative review*, fondée par Russell Kirk et destinée à véhiculer «la culture du Middle West et du cœur des Etats-Unis en général». La même année l'hebdomadaire *National Review* voyait le jour sous l'impulsion de William Buckley, critique implacable de l'Université et de l'endocrinement des jeunes. Certains virent en la *National Review* l'organe d'expression de la «Lumpen bourgeoisie» ce qui n'empêcha pas Buckley, dès 1966, de se voir offrir un programme de télévision «Firing Line» et à Milton Friedman d'entrer à *Newsweek* la même année.

Le second courant, mais non le moindre, est représenté par les «néo-conservateurs». On y retrouve des universitaires qui, bien qu'encore peu nombreux dans les établissements de l'Ivy League, sont actifs au *Center for Constructive Alternatives*, à Hillsdale Collège dans le Michigan où Ludwig von Mises, le mentor de von Hayek, est tenu en grande estime, à l'Institut d'Etudes Contemporaines de San Francisco et au Rockford Institute dans l'Illinois. Ces

trois instituts font partie du millier d'établissements universitaires qui se targuent d'être financièrement indépendants de l'Etat. Nombre d'entre ces «néo-conservateurs» sont des intellectuels juifs de la Côte Est, issus de familles pauvres, communistes dans les années 30, déçus par le socialisme dans les années 40 à 50, outrés devant le courant anti-intellectuel des années 60, les voici aujourd'hui donnant leur soutien au système capitaliste. Adam Meyerson, directeur de l'*American Spectator* définissait ainsi les «néo-conservateurs» : «*Les néo-conservateurs sont des libéraux qui ressentent le tragique du monde. Nous souhaiterions qu'il fût possible de vivre sans budget de la Défense, mais nous nous rendons compte que cela ne l'est pas (...) Nous souhaiterions la fin de tous les tyrans corrompus, mais nous craignons par exemple que ceux qui succéderont au Shah ou à Somoza ne soient pires (...) Nous pensons que malgré les nombreuses injustices qu'on y trouve, les Etats-Unis ont apporté plus de liberté et donné plus de chance de*



Reagan en 1951 : officier sudiste dans «Le dernier bastion».

se gouverner soi-même et de parvenir à la prospérité économique, à bien des gens pendant bien plus longtemps que n'importe quel autre système connu.»

Qu'ont en commun les deux groupes ? D'abord un patriotisme intense : bien des conservateurs sont arrivés comme réfugiés après la seconde guerre mondiale; des économistes comme von Mises et von Hayek, stratèges de la guerre froide tels Robert Strauss-Huppe, Stefan Possony ou Gerhart Niemeyer, ayant connu les uns et les autres le nazisme et/ou le communisme. Plusieurs aussi sont des convertis, anciens hommes de gauche. Partisans en outre de l'économie libérale ils n'envisagent pas -exceptée une minorité- la disparition de l'appareil gouvernemental et de son intervention dans la vie économique du pays. Certaines mesures adoptées par l'Etat-providence -retraites, aide médicale aux personnes âgées- ne seront ainsi pas remises en cause car les pauvres comme les classes moyennes en bénéficient. Enfin,

dernier facteur d'unité : la défense des valeurs morales traditionnelles (protection de la famille, utilité de la censure, lutte contre la «décadence»...). Ces thèmes trouvent un écho favorable, non seulement dans le Middle-West et l'Ouest mais aussi dans les banlieues des grandes agglomérations.

Reagan a eu indéniablement le vent en poupe. L'ancien acteur s'est agrippé à son bronco et a terminé en beauté le spectacle de rodéo que représente l'élection présidentielle pour les Américains. Les idées des nombreux intellectuels conservateurs qui l'ont soutenu vont pouvoir être appliquées.

Daniel SINGLETON

autun en emporte le vent

L'autre jour, le Président de la République s'est rendu à Autun, où il a prononcé un grand discours. C'est son droit le plus strict. Mais ce n'était vraiment pas la peine de mettre sens dessus dessous une ville tranquille pour déclarer solennellement qu'il y a «un gouvernement qui gouverne», que les Français «travaillent sérieusement» (quant ils le peuvent), et qu'il s'agit de «garantir le présent et de préparer l'avenir» (le contraire serait étonnant). Le mot avenir revient d'ailleurs tout le temps, sans que cette répétition nous apprenne de quoi il sera fait.

Heureusement ce Président qui s'interroge sur «le monde en mouvement» (cela fait sept ans qu'il s'interroge et qu'il observe), qui «s'occupe et se préoccupe des intérêts de la France» (on est ravi de l'apprendre) s'est penché sur notre pays : il y a trouvé une jeunesse «si sympathique, si vivante, si capable» (et allons-y, ça ne coûte rien), un «grand peuple actif, chaleureux, comme une grande famille ...» (et les chômeurs, et les immigrés qu'on met à la porte ?). Et, pour couronner le tout, un grand complet sur la justice (qui est indépendante, évidemment) et sur la sécurité (qui sera défendue).

Voici donc M. le Président en campagne. On ne saurait trop le lui reprocher puisque c'est la logique du système, qui fait de cet arbitre théorique un perpétuel candidat (surtout ce président-là, qui n'a jamais su se comporter autrement). Du moins, Giscard pourrait dire autre chose que de rassurantes banalités et de basses flatteries. Si la campagne reste à ce niveau, nous allons nous ennuyer ...

Y.L.



critique de l'économie politique

A partir de la remise en cause de la notion de « désir » un philosophe, que l'on peut situer dans la lignée de René Girard, entreprend une critique radicale de l'économie politique.

■ **Royaliste :** Dans « Les jeux du Désir », vous faites une critique de l'économie politique. Quel est son contenu ?

Georges-Hubert de Radkowski : Ce livre a surgi d'une réflexion en marge de mes préoccupations habituelles, à partir d'une problématique que j'étudiais dans une autre perspective dont le point de chute était constitué par mes recherches sur « l'anthropologie de l'habiter ». Je me suis alors rendu compte que certaines « évidences » économiques étaient en fait inadmissibles. J'avais en outre l'intuition que pour une approche plus radicale de la société moderne, il existait une voie privilégiée et insuffisamment explorée : celle de la place qu'y occupe et du rôle qu'y joue le « complexe » techno-économique. On étudie depuis longtemps le Pouvoir, l'Etat, les classes sociales, etc., mais pas la question de l'éco-technique. Or c'est là que se trouve la clef de la compréhension de la société moderne. En effet, l'attitude devant l'économie et la technique qui est née à la Renaissance et qui s'est affirmée par la suite est quelque chose de spécifique à notre société : l'homme moderne a vu dans l'économie et dans la technique deux instruments conjugués lui permettant d'acquérir une puissance illimitée, quasi-divine sur le monde. Le problème du pouvoir sur les hommes n'est pas dans notre société un problème autonome. Ce n'est qu'un « problème technique » : faisant suite à et s'inscrivant dans celui du pouvoir sur le monde.

■ **Royaliste :** Comment envisagez-vous cette relation entre l'économie et la technique ?

G.-H. R. : Cette question est au centre même de mon livre. Elle se présente aujourd'hui à nous sous l'aspect d'une primauté totale donnée à l'économie. C'est par rapport à l'économie que se situe aujourd'hui, quoi qu'on en ait,

le problème de la technique : les options concernant la technique sont définies actuellement en premier lieu par les impératifs économiques. Ainsi, ce qui est économiquement souhaitable sera uniquement privilégié : d'où le développement de l'informatique, de la télématique, de la robotique, etc. : autant de techniques dont les enjeux sont avant tout économiques. Récemment, M. Ceyrac ne disait-il pas qu'il fallait innover techniquement ou périr économiquement ? Il y a là un double retournement. Le premier s'est affirmé à l'aube de la modernité, entre la Renaissance et l'âge classique, quand l'homme a découvert et adopté ce que j'appelle « l'attitude technique » : le réel dans toutes ses dimensions appréhendé comme un immense champ de possibles ouvert sans restriction à la technique de l'homme, à sa saisie opératoire. Au contraire des sociétés traditionnelles où l'appréhension intelligible du réel, sa connaissance contemplative, était considérée comme le sommet de l'existence

**GEORGES-HUBERT
DE RADKOWSKI**

Philosophe et anthropologue; combattant de l'insurrection de Varsovie, fondateur de la revue polonaise *Znak*, enseigne à l'Institut d'Urbanisme de l'Université Paris-Val-de-Marne et à l'Université Paris-Jussieu.

humaine. L'attitude technique a été révolutionnaire par rapport à cela : c'est aussi dans le sillage de cette attitude que s'est développé logiquement pour ainsi dire le souci de l'économie : pour faire, il faut pouvoir faire : il faut mettre en œuvre des moyens économiques pour réaliser les possibles que met à la portée de notre main la technique. La technique propose, l'économie dispose. La préoccupation économique est

alors devenue de plus en plus marquante. Jusqu'à ce nouveau retournement où ce n'est plus l'intérêt porté à la technique qui suscite la préoccupation économique, mais l'inverse : l'économie, en tant que ce qui seul permet de jouir concrètement de la puissance, décide des réalisations techniques. C'est alors, entre le XVII^e et le XVIII^e siècles, qu'a lieu l'invention de l'économie comme « science ». Science qui identifie, depuis les Mercantilistes jusqu'à A. Smith, la richesse à la puissance.

■ **Royaliste :** A partir de ce constat de la recherche de la puissance économique, vous vous livrez à une critique radicale des concepts fondamentaux de la science économique. En particulier, vous ruinez le concept de besoin, qui fondait aussi bien le libéralisme que le marxisme ...

G.-H. R. : Je critique ce concept pour deux raisons : l'une est méthodologique, l'autre est pratique, éthique.

— La prépondérance de l'économie est justifiée idéologiquement par la prétendue nécessité qui nous gouvernerait. Si l'homme affronte des défis économiques, c'est, dit-on, qu'il serait soumis à des besoins que l'on ne pourrait ni contrôler, ni supprimer parce qu'ils sont irrépressibles. Or ce concept de besoin est totalement vide : tout ce qui est considéré par la science économique comme nécessités impérieuses émanant de la nature humaine est en fait un choix soit assumé consciemment ou non par l'homme en tant que membre de la société, soit par la société soumettant l'homme à ses propres impératifs. Le besoin ne correspond à aucune réalité existant dans la nature humaine : l'homme a des aspirations, des pulsions, des élans, mais il n'y a aucune trace en lui de ce qu'on appelle « besoin ». En fait, la locution verbale courante « avoir besoin de ... (quelque chose) », qui est légitime, suppose toujours un rapport conditionnel entre une fin et un moyen - qui veut l'un veut l'autre - donc une relation nécessaire entre les deux et non une entité qui viendrait « en tiers ». C'est cette relation qui a été réifiée par l'économie dans un substantif totalement absent ici, celui de « besoin ». Mais, supprimez la fin, vous supprimez en même temps le moyen. Il ne reste alors plus trace d'aucun besoin, même de ceux considérés comme « élémentaires » : l'homme est le seul vivant capable de renoncer à tout, même à la nourriture, si la vie ne vaut plus pour lui la peine d'être vécue. Le jeûneur de faim a-t-il encore « besoin » d'aliments ? Et les Anciens n'estimaient-ils pas que l'homme tombé en esclavage

devait se suicider : le besoin de manger ne pesant pas lourd par rapport à une existence privée de liberté ?

— Cette critique nous libère de l'emprise économique qui semble aujourd'hui une évidence : s'il n'y a pas de « besoins » à satisfaire, l'économisme envahissant ne se justifie pas. Il n'y a pas de nécessité, mais un choix qui peut être récusé par l'homme de demain.

■ **Royaliste :** Détruisant le concept de besoin, vous fondez l'économie sur le désir. Quelle est la différence ?

G.-H. R. : La différence est capitale. Contrairement au besoin,



conçu comme une réalité objective, nécessaire, émanant de la nature humaine, et qui comme tel soumet l'homme à ses impératifs, le désir est enraciné dans la subjectivité de l'homme, il est à la source même de la subjectivité puisque c'est lui qui nous fait ce que nous sommes et tels que nous sommes. Le désir est comme l'esprit : il souffle où il veut. Le désir est d'ailleurs spirituel, quitte à

se prostituer ou à abdiquer au profit de satisfactions purement «matérielles». Mais dans cette abdication il y a encore du désir : «et de leur ventre ils ont fait leur Dieu», dit la Bible. Par conséquent, toutes les contraintes nées d'un prétendu besoin sont des choses que nous acceptons puisque tel est notre propre désir, ou parce que la société nous indique ce qui est à désirer.

■ **Royaliste : Quelle est la place de René Girard dans votre réflexion ?**

G.-H. R. : L'homme n'ayant pas de besoin, mais étant un être de désir, comme se fait-il que la réalité de notre propre désir soit si peu vécue, si occultée sous la chape du conformisme social ? Comment se fait-il que nous ne désirons presque jamais que ce que la société nous indique comme désirable ? Il y a le «je» du désir, mais il y a aussi et surtout le «on» de la société : on doit manger telle chose, et de telle manière, on doit se loger ou se distraire d'une certaine façon, on doit jouir de telles commodités, etc. C'est à ce point de réflexion que j'ai rencontré la pensée de René Girard : il montre que l'homme ne désire jamais que

authentique n'est conquise qu'au prix de la réappropriation de son propre désir, de sa libération de ce que la société m'impose comme désirable. Si l'homme est capable de prendre cette distance par rapport au modèle imposé comme désirable par la société, il acquiert la liberté authentique et la possibilité de changer la société. Ainsi, aujourd'hui, face au choix de la volonté de puissance, de la domination de l'homme par l'homme et de l'homme sur la nature, l'homme libéré peut indiquer aux autres le chemin de la libération.

Mais libérer son désir, cela veut dire aussi, de façon inattendue par rapport à notre modernité obnubilée par l'idéal de l'avoir «niveau» de vie, «bien-être», progrès technique à tout prix- la limitation du désir afin qu'il soit possible de mener une existence plus

«DIALOGUES»

Dans le cadres des émissions «Dialogues» diffusées chaque mardi sur France-Culture de 20 h à 21 h 15, Georges-Hubert de Radkowsky débattrait avec J-Claude Casanova sur le thème «L'Economie a-t-elle pris le pouvoir ?». Enregistrement public de l'émission : le mercredi 26 à 20 h 30 dans l'auditorium 105 de la Maison de la Radio à Paris.

Entrée libre dans la limite des places disponibles.

authentique : c'est la volonté de renoncer à toute contrainte sur les autres -idéologique, politique, sociale-, à toute puissance, à toute richesse qui nous entrave et nous encombre, afin de parvenir à une pleine liberté, celle des «fils du ciel».

■ **Royaliste : Vous pensez donc, comme René Girard, que la simple connaissance du désir est déjà une source de libération ?**

G.-H. R. : Je pense en effet que René Girard a raison. Allons plus loin : en se libérant du désir socialisé, l'homme peut enfin se demander ce qu'il désire vraiment. A partir de ce moment, il est libre de réellement choisir : la dissipation totale de son existence engluée dans le souci du quotidien ou dans les petits plaisirs de l'épiderme, le nihilisme, ou encore la voie royale des «libérés vivants».

■ **Royaliste : A ce moment-là, le mimétisme a-t-il totalement disparu ?**

G.-H. R. : La réponse est difficile. Il y a deux situations qui sont très différentes :

— L'une a été vécue, formulée, expérimentée par l'Orient : c'est l'apprentissage de la libération du mimétisme du désir. Apprentissage qui passe par le maître spirituel, modèle mimétique qui apprend au disciple, par son exemple, à se libérer des désirs mondains. Mais il doit amener peu à peu le disciple

à se passer de lui, de façon à ce qu'au terme ce dernier se demande ce qui est désirable en toute liberté. Et le disciple, à ce moment-là, répond : rien. La seule liberté est de se libérer de tout désir. Ainsi, l'Autre ne joue qu'un rôle négatif et, à la fin, le disciple reste sans aucun modèle à imiter.

■ **Royaliste : Donc, on choisit un modèle pertinent, pour échapper finalement à tout modèle ?**

G.-H. R. : Oui, car dans cette tradition, on constate que rien n'est désirable parce que tous les désirs sont fantomatiques, leurs objets étant une illusion suscitée par le propre désir du sujet. Cette pure liberté permet de ne faire qu'un avec le cosmos, là où il n'y a plus ni naissance ni mort, plus d'objet ni de sujet, puisqu'il n'y a plus de moi.

— Cette tradition indique donc une possibilité d'échapper au désir induit quant à son objet : au désir socialisé. Mais il y a aussi la tradition occidentale, chrétienne, presque identique dans la partie négative : le Christ, lui aussi, apprend aux disciples à se libérer du désir captif du «on» du monde. Toutefois, sur le plan positif, l'expérience aboutit à l'amour du Christ et -ce qui revient au même- à l'amour du prochain. Il n'y a pas une promesse de se libérer de la naissance, de la souffrance et de la mort, comme en Orient, mais il y a le désir de Dieu, celui d'union totale avec Lui, union qui passe par l'imitation du Christ : celle-ci ne nous conduit pas à rechercher, à travers les modèles de «réussite» que nous propose et nous impose notre société, la prétendue satisfaction personnelle, mais par l'amour de l'Autre, à se dépouiller de tout autre désir. Le désir reste mimétique, mais avec un retournement radical : son modèle n'est plus de ce monde, il n'est plus humain mais proprement divin.

■ **Royaliste : Si le désir est mimétique, quelle est son origine ?**

G.-H. R. : Il aurait fallu consacrer tout un livre à cette question ! Brièvement, on peut dire qu'il y a une dialectique constante dans la vie sociale entre le conformisme du désir, qui permet aux sociétés de fonctionner normalement en conservant leur identité grâce à la convergence des désirs individuels socialisés vers le même désirable, et, d'autre part, les «ratés» dans le mécanisme : notre désir, aussi domestiqué soit-il, ne l'est jamais totalement puisqu'il est enraciné dans notre subjectivité. C'est pourquoi il y a des résistances, des révoltes, qui sont souvent un feu de paille, mais qui parfois aboutissent à un défi par rapport à la norme sociale, à une réorientation du désir, à un nouveau modèle social.

■ **Royaliste : Ce défi est aujourd'hui récupéré ...**

G.-H. R. : Il est vrai que notre société récupère et intègre prodigieusement toute contestation. Comment sortir de cette impasse ? Je ne peux répondre par des propositions concrètes, mais je crois qu'il y a quand même une situation révolutionnaire - au sens où l'attitude technique était révolutionnaire il y a quelques quatre siècles.

Malgré la récupération, il y a l'intuition, l'avant-goût, le soupçon d'une aventure inouïe que nous devons affronter. Nous nous rendons compte que nous avons, pour la première fois dans l'histoire, la possibilité de détruire le monde, par la puissance faustienne de notre technique. Situation que l'homme n'avait jamais connue. Il peut aujourd'hui accepter ou refuser que le monde, notre monde, soit : qu'il perdure ou pas dans son être. De là naît une expérience spirituelle nouvelle, qui succède à l'expérience prométhéenne de la puissance : à l'aurore de la modernité nous avons cherché à égaler, grâce à notre technique, les dieux. Nous sommes devenus aujourd'hui, à notre insu, pareils un peu à Dieu. Si, contrairement à Lui, nous ne détenons pas la puissance de création du monde, nous sommes, comme Lui, avec Lui, co-responsables de sa conservation. Cette surhumaine responsabilité -nous le savons ou nous le pressentons-, il nous faut l'endosser afin de ne pas périr nous-mêmes en faisant périr notre terre. Il nous faut désormais devenir les gardiens vigilants du monde ou, comme dit Heidegger les bergers de l'Etre.

Propos recueillis par
Philippe CAILLEUX et
Bertrand RENOUVIN

«les anciens n'estimaient-ils pas que l'homme tombé en esclavage devait se suicider ...»

ce qu'un autre lui désigne comme désirable. Le désir est toujours triangulaire : c'est le désir de l'autre que fait apparaître un objet comme désirable. Nous comprenons alors pourquoi la société peut exister malgré la foncière subjectivité du désir et donc son anarchie potentielle : une société quelconque n'est rien d'autre qu'un ensemble, une collectivité de personnes dont les désirs convergent vers les mêmes objets, normes et valeurs. Cette cohésion sociale du désir, la communion dans le même désirable -ce qui n'exclut pas le conflit, mais, au contraire, l'implique, puisque tous vont rivaliser entre eux autour des mêmes biens- est la condition même de l'existence de la société humaine.

■ **Royaliste : Il semble y avoir une contradiction dans votre livre : vous parlez tantôt de libérer le désir, tantôt d'y renoncer...**

G.-H. R. : La contradiction n'est qu'apparente. Quand je dis qu'il faut libérer le désir, cela signifie que toute liberté humaine

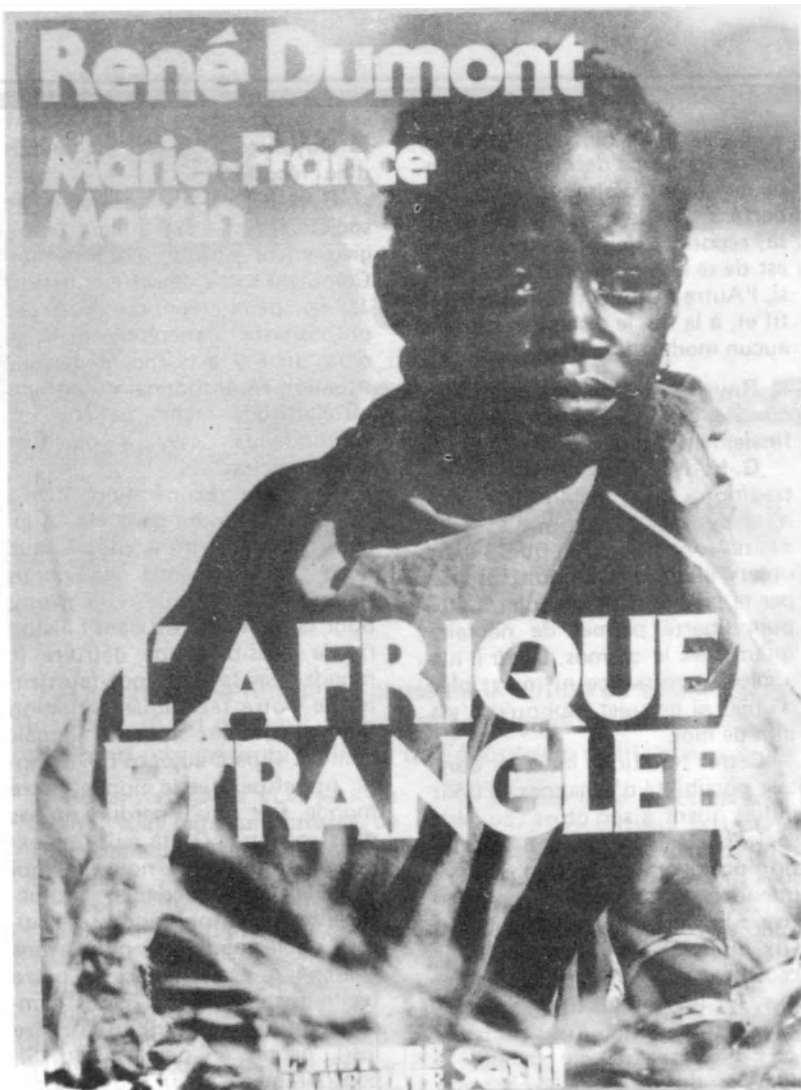
LES JEUX DU DÉSIR

Georges-Hubert de Radkowsky

de la technique
à l'économie
histoire
d'une prise de pouvoir



En vente au journal
Prix franco 70 F



Derrière les pitreries sanglantes de Bokassa et d'Idi Amin se profile une autre Afrique, affamée, ruinée paradoxalement par les politiques entreprises, il y a vingt ans, pour la sortir du sous-développement. René Dumont dans un livre important, «L'Afrique étranglée», nous montre l'ampleur de l'échec et désigne les responsables.

Notre pays, plongé dans le chômage et la crise économique, a-t-il encore le temps et la volonté de penser au reste du monde ? Déjà, du temps de notre défunte prospérité, certains prétendaient faire

passer «la Corrèze avant le Zambéze», sans prendre garde que notre essor provenait en partie d'une exploitation, plus systématique qu'au temps des colonies, du Tiers Monde et particulièrement de

LIRE

l'Afrique. Avec «L'Afrique noire est mal partie», écrit en 1962, René Dumont, de retour de mission à l'époque pour le gouvernement français dans les nouveaux Etats indépendants d'Afrique, décrivait successivement les pièges d'une politique de développement hypothéquée dès le départ par les arrière-pensées intéressées des puissants et la trop grande confiance des élites africaines dans le modèle occidental. C'est près de vingt années plus tard un bilan, ou plutôt une autopsie, que l'auteur nous présente dans «L'Afrique étranglée». Spectacle tragique d'un continent exsangue, où les mirages de l'alphabétisation et de l'indépendance se sont évanouis depuis longtemps. Peu à peu l'abandon de l'agriculture pour une illusoire industrialisation ne profitant qu'à l'Occident, a accéléré la désertification, l'exode rural et l'entassement des populations dans d'immenses bidonvilles totalement improductifs, telle Lusaka, capitale de la Zambie, un des pays-tests choisis par Dumont. De même les élites scolarisées à l'europpéenne grossissent les rangs du secteur tertiaire inutile, et dans les pays-mêmes les réformes scolaires accentuent la tendance à former des chômeurs lettrés et des bureaucrates. Un exemple parmi d'autres : ces Ecoles d'Agriculture de Zambie qui forment juste assez de spécialistes pour remplacer les anciens qui ont déserté les campagnes pour un travail de bureau en ville. Ainsi c'est une Afrique à deux visages que nous présente Dumont. Celle de l'apparence, d'un super pays légal, avec ses fonctionnaires confiants dans le modèle de «développement» (tel ce ministre zambien qui déclare à l'auteur très sérieusement : si nous

changeons de modèle, comment pourrions nous jamais construire les Champs Elysées à Lusaka ?), celle des idéologies «socialistes», des plans quinquennaux sans effet, des privilèges, des bureaucrates disposant de leur justice, de leurs hôpitaux et écoles construits gracieusement par le Parti unique. D'autre part l'Afrique du profit et de l'industrialisation forcée au point que certains Etats comme le Sénégal doivent importer des produits agricoles qu'ils fabriquaient eux-mêmes avant l'ère de «développement» et à très bas prix. Et ce ne sont pas les conférences sous l'égide de l'Europe des Neuf, style Lomé 1 et Lomé 2, qui pourront cacher la réalité de cette Afrique-là alors que parallèlement à leurs «bons offices» ces mêmes pays européens provoquent l'écroulement du cours des matières premières africaines.

S'il y a encore quelque espoir de sauver l'Afrique de la mort, Dumont pense qu'il faut agir vite et prioritairement reconstituer une agriculture qui seule peut arrêter la famine. Cela exigerait aussi la fin de la logique effrayante des Sociétés industrielles qui lie l'enrichissement de l'Europe à l'appauvrissement de l'Afrique. Pour que cesse l'exploitation, le gaspillage et la misère qui fait vivre des millions d'êtres dans un «Buchenwald» quotidien, il faut aller aux ruptures essentielles, aux révolutions économiques et politiques.

Olivier MOULIN

René Dumont et Marie-France Martin - *L'Afrique étranglée* coll. L'Histoire immédiate. Ed. Le Seuil. En vente au journal : prix franco 54 F.

Lorsque les députés Girondins et Montagnards se mirent respectivement à droite et à gauche de l'hémicycle parlementaire ils ne se doutèrent pas qu'ils venaient de donner naissance à une dynamique qui n'a cessé depuis de dominer le débat politique : la Droite et la Gauche.

Or l'on ne sait toujours pas ce qu'elles sont. Mieux il paraîtrait que c'est la même chose. Alain-Gérard Slama délaissant les analyses classiques est parti à leur recherche au travers du témoignage de onze écrivains, dans «Les chasseurs d'absolu» (1).

«Celui qui prétend être ni de droite ni de gauche est à droite». Cette boutade d'Alain est plus pertinente qu'on ne le croit communément. De fait, à l'issue du parcours de deux siècles de débats idéologiques et après avoir fait comparaître Voltaire, Rousseau, Chateaubriand, Hugo, etc., il ressort que la Droite et la Gauche, plus qu'une simple réalité historique, reposent sur deux visions du monde stables et cohérentes

qui s'inscrivent dans une nature politique.

Démontrer à juste titre que la droite c'est le règne de l'identité, de l'harmonie, des hiérarchies naturelles et la gauche l'homme prométhéen qui à travers un processus dialectique cherche à dominer la nature n'était pas nouveau. Slama ne s'y est pas attardé. Dépassant cette typologie classique, il s'est efforcé de mettre en évidence que cette opposition repose sur deux tempéraments (le révolutionnaire, le conservateur) qui ne s'identifient ni à des doctrines, ni à des positions sociales. Depuis la révolution du sujet ils mettent en jeu deux visions antagonistes du «moi aux

les chasseurs d'absolu

autres, au monde, à l'histoire et à la responsabilité morale». Entre eux aucune unité n'est possible mais ils sont complémentaire, «la dialectique de la droite et de la gauche, âme de la démocratie, source de la volonté générale est le principe dynamique de l'Histoire». Le révolutionnaire a besoin du conservateur pour avoir quelque chose à changer et vice versa.

Affirmer que la gauche c'est la Raison opposée à l'irrationalisme de droite est alors une erreur. Les deux discours reposent tout autant sur la raison que sur le cœur et ceux qui prétendent le contraire au nom d'impératifs moraux ou autres nous mènent tout droit vers le totalitarisme. Il faut, dit-il, re-

garder la politique en face, assumer le pluralisme de l'être. La politique n'est pas une science elle est une affaire de conscience.

Dans la confusion du débat politique actuel, où un certain discours anti-politique aux accents poujadistes rejoint le réductionnisme des idéologies, cet essai arrive comme une bouffée d'air pur. Comme le dit Boutang, il redevient possible de faire de la politique un souci.

H. B.

(1) Alain-Gérard Slama - *Les chasseurs d'absolu* - Ed. Grasset. En vente au journal, prix franco 90 F.

autrefois, l'abondance...

Dans cette page, nous continuons une réflexion sur l'économie politique, dans la même optique que George-Hubert de Radkovski, qui sera systématiquement développée dans un prochain numéro de Royaliste-Cahiers-trimestriels. Quant à la chronique de Gérard Leclerc elle reprendra ici même, dès la prochaine quinzaine.

L'anthropologie peut servir de prétexte à l'idéologie, ou encore donner bonne conscience aux économistes qui, depuis les sociétés primitives jusqu'à notre société industrielle, peuvent mesurer avec satisfaction le chemin parcouru : de la hache de pierre à la télématique, quel progrès tout de même ! Pauvre «sauvages», bons à tout faire. Pauvres sociétés primitives, devenues objets de lectures si diverses : positiviste, utilitariste, matérialiste, structuraliste ...

UNE ANTHROPOLOGIE ANTI-REDUCTIONNISTE

Heureusement, l'anthropologie ne se réduit pas à cela. Elle peut être, avec René Girard, la révélation des «choses cachées» qui sont en nous et qui nous entourent : avec Girard le sacré apparaît, dans les sociétés primitives, comme résolution de la violence qui est en nous, du fait du caractère mimétique de notre désir. L'observation des sociétés primitives peut aussi permettre, dès lors qu'on se libère de tout ethnocentrisme, de regarder autrement la société moderne, de dévoiler son idéologie, de dire combien est relatif, artificiel, fondamentalement contestable, ce qui nous paraît vérité universelle.

C'est à ce travail critique que s'est livré l'anthropologue américain Marshall Sahlins dans deux ouvrages récemment publiés en France : critique de nos a priori économiques dans «Age de Pierre, Age d'abondance» (1), critique des théories anthropologiques dans «Au cœur des sociétés» (2). Toute la conception habituelle de la «science économique» en sort bouleversée, qu'elle soit bourgeoise ou marxiste.

Que dit en effet Sahlins ? Avant tout, qu'il faut se garder d'appliquer nos critères et nos préjugés aux sociétés primitives : ce n'est pas parce que les supermarchés regorgent de bonnes choses que les sociétés primitives sont composées de pauvres hères affamés, tentant péniblement de survivre dans une nature hostile, qu'ils n'ont pas les moyens techniques de dominer. Contrairement à ce qu'enseignent les profes-

seurs, l'économie primitive n'est pas une économie de subsistance; la rareté y est absente, et même il est possible de démontrer qu'il n'y a pas d'économie primitive. D'où la thèse de Sahlins, selon laquelle les sociétés primitives sont les premières, et les seules, sociétés d'abondance que le monde ait connu.

LE «BON SAUVAGE» ?

S'agirait-il, en ces temps écologiques, d'un retour au mythe du bon sauvage redoré aux couleurs de la science ? Pas du tout : la thèse de Sahlins s'appuie sur de nombreuses observations, effectuées dans de nombreuses sociétés et sur plusieurs continents. Que ce soit en Afrique, en Australie ou ailleurs, les anthropologues ont constaté que les peuples de cueilleurs-chasseurs connaissaient tous l'abondance matérielle, au moins pour les produits non-alimentaires, et cela malgré l'absence de potentiel énergétique et la faiblesse de la technologie. Quant à la nourriture, elle dépend de la mobilité du groupe. D'une manière générale, ces peuples travaillent peu, de façon peu soutenue, et disposent de nombreux loisirs.

Il ne faut cependant pas en conclure que cette société est idyllique : la nécessité pour le groupe de se déplacer constamment l'oblige à se débarrasser des personnes trop vieilles ou trop jeunes qui font obstacle à cette mobilité. En outre, cet «âge d'abondance» n'est pas à l'abri de disettes, lorsque par exemple les conditions climatiques interdisent le déplacement ou l'approche du gibier. Mais la disette n'est pas un trait distinctif des «économies primitives». Les facteurs de solidarité permettent de compenser le manque momentané de nourriture, au moins jusqu'à un certain point : les relations de parenté, la prodigalité obligée du chef empêchent la famine. Mais lorsque celle-ci survient, c'est toute la communauté qui périclète, par le manque et dans la violence. Les primitifs savent d'expérience ce que nous avons oublié depuis des siècles : que la rareté entraîne la violence et la mort de la communauté, que l'économie fondée sur une rareté décrétée préexistante est nécessairement violente. Comme le dit Sahlins, les peuples primitifs ne sont pas pauvres, même si leur niveau de vie est modeste, car la pauvreté ne consiste pas en une faible quantité de biens, mais dans un statut social : «la pauvreté est une invention de la civilisation», c'est le marché qui a institué la rareté, c'est la «croissance» qui la développe. «L'ère d'une famine sans précédent, c'est celle-ci, la nôtre. Aujourd'hui, à une épo-

que où la puissance technique est plus forte que jamais, la famine est devenue une institution (...) l'importance de la faim croît relativement et absolument avec le progrès culturel».

Voilà de quoi bouleverser notre «science économique», qui prétend œuvrer pour la «satisfaction des besoins», et révoquer les beaux discours sur le progrès technique et le développement nécessaire : la croissance est un scandale inutile et dangereux, les révolutions techniques entraînent un surcroît de travail, détruisent le loisir et créent le manque; il n'existe pas une seule Economie devant laquelle nous devrions nous prosterner et à quoi nous devrions tout sacrifier, mais diverses économies, et même des sociétés non-économiques, où l'on travaille le moins possible, en raison inverse des capacités productives et où l'on expulse, pour demeurer en paix, les relations d'échange à l'extérieur de la communauté.

Conclusions choquantes, pour nous autres serviteurs et esclaves du «progrès». Mais ce choc peut être salutaire; il peut être le point de départ d'une critique de l'économie politique, et de toute idéologie économiste.

CONTRE «L'ECONOMISME»

C'est d'ailleurs à cette remise en cause de l'idéologie que Marshall Sahlins se livre dans «Au cœur des sociétés», en examinant plus particulièrement le matérialisme historique. On sait que, pour Marx, c'est la logique de la production qui détermine, en dernière analyse, la société humaine dans son organisation politique et sociale et, plus généralement, dans sa culture.

Il faut d'ailleurs souligner que, pour Marx comme pour les économistes «bourgeois», la raison de la production est la «satisfaction des besoins» et que l'anéantissement du concept de besoin fait s'écrouler l'économie libérale comme l'économie marxiste. Cette identité entre les deux théories n'échappe pas à Sahlins, pour qui «le matérialisme historique est véritablement une conscience de soi de la société bourgeoise, mais une conscience de soi qui ne sort pas, semble-t-il, des conditions de cette société».

Marxiste ou non, l'économie moderne n'est qu'un utilitarisme, qui masque la réalité profonde de notre société : car cette réalité ne tient pas essentiellement au mouvement des forces productives et des rapports de production, mais à la culture qu'elle s'est donnée. De même que, dans les sociétés primitives, les interdits et les prescriptions religieuses, l'organisation politique, etc. commandent la production et en tracent les limites, de même, dans la société moderne, c'est un projet culturel qui préside aux modes de production et de consommation, aux choix technologiques, aux orientations économiques présentées comme autant d'impérieuses «nécessités». C'est dire que la révolution sera culturelle, ou que rien ne changera dans notre travail et dans notre vie.

INTERIM

(1) Marshall Sahlins -Age de pierre, âge d'abondance- (Gallimard)

(2) Marshall Sahlins -Au cœur des sociétés, Raison utilitaire et raison culturelle- (Gallimard)

les multinationales du spectacle

La scène se passe en plein festival de Cannes. Un journaliste croise un cinéaste français réputé pour son indépendance d'esprit et lui demande ce qu'il prépare. «Oh ! répond-il sans ambage, un film fantastique. Mais je le tournerai en anglais. C'est la seule façon de toucher le public». Cette anecdote illustre la dépendance culturelle dans laquelle nous ont plongé les multinationales américaines du spectacle. Depuis quelques années nous sommes submergés de leurs productions qui de «La guerre des étoiles», «Star Trek», «Alien» à «L'Empire contre-attaque» se disputent la médiocrité et l'exploitation des sentiments les plus élémentaires. Aussi convient-il de s'interroger sur les raisons de cet impérialisme pour mener une contre offensive capable d'ouvrir de nouveaux espaces pour une culture différente.

La question de l'impérialisme culturel américain se pose immédiatement en termes politico-économiques mondiaux. Affirmer qu'il n'y a jamais eu de culture américaine de qualité serait une erreur. Des romanciers de la Beat generation en passant par le roman noir ou le jazz, ainsi que toutes les avant-gardes ont démontré au contraire sa variété et sa richesse. Mais toute cette culture était soutenue par un vaste mouvement de contestation. La remise en ordre ne s'est pas faite attendre. La crise, le déclin diplomatique américain ainsi que le redéploiement économique mondial s'accommodaient mal d'une contre-culture conviviale. La banalisation et la marginalisation des acquis culturels des années 60 en a accéléré le processus. Ce recul dont témoigne la nullité de la campagne présidentielle s'est accompagné d'une accélération fantastique de l'industrialisation de la production culturelle ou l'audio-visuel est devenu la référence principale. Désormais la

culture dans ses aspects les plus variés est réduite à un spectacle produit par des multinationales ou tout est question de marché et de consommation.

UN CINEMA MULTINATIONAL

L'invasion des films américains de science fiction, à catastrophe ou d'horreur en est la plus éclatante manifestation. Sur les douze films ayant réalisé le plus grand nombre d'entrées en 79, sept sont américains. Parmi les autres il y a trois films français mais il ne sont que de pâles copies des productions américaines (Rabbi jacob, Flic ou voyou, Tout le monde il est beau). Ces films-événement qui véhiculent une vision manichéenne du monde sont le fruit de l'absorption de l'industrie cinématographique par de gigantesques conglomerats dont elle n'est plus que l'un des départements. Tout un commerce précède et accompagne la sortie d'un film : jouets, jeux, vêtements, livres, gadgets dé-



une mythologie de supermarché

biles en tous genres touchent les secteurs les plus variés de la culture. On a calculé que «Superman» avait donné naissance à plus de 1500 objets divers. Préparés, fabriqués à grand renfort de publicité et d'investissements ils rapportent d'énormes profits. «La guerre des étoiles» a rapporté plus d'un milliard de francs.

La recherche et l'exploitation de nouveaux marchés en est la conséquence. De la musique des Andes à celle de la Jamaïque en passant par le moyen-âge japonais («Kagemusha» palme d'or à Cannes) il n'est pas de culture locale ou nationale que les multinationales du big business n'aient pillée. La création artificielle de la demande culturelle ouvre de nouveaux marchés et vice versa. Cercle infernal, fuite en avant qui nous entraîne vers la création d'un consensus culturel mondial planifié par les multinationales américaines. Ce sera comme le prophétisait Mac Luhan le «village global» ou régnera de Paris à Pékin le Disco et le Coca-Cola.

QUEL AVENIR POUR LA CULTURE ?

L'irruption massive de l'audio-visuel comme véhicule principal de la culture a eu pour conséquence son appauvrissement. L'audiovisuel, contrairement à l'écrit, fait appel à une démarche globale et a-logique. On comprend pourquoi il a été choisi comme outil privilégié du «réarmement moral» des Etats-Unis. Les valeurs véhiculées par des films comme «Les dents de la mer», «Le trou noir» font retour aux traditions les plus profondes de la culture

américaine. Un univers avec ses héros, ses bons et ses méchants, sa morale prométhéenne, en résumé une mythologie de supermarché. Outre leur infantilisme, ces films catastrophe ou d'épouvante créent un désir de sécurité et une demande d'institutions répressives, police, armée, qui renforcent l'Etat. Logique imparable que Maurras dans son «Avenir de l'intelligence» dénonçait déjà en décrivant le combat que se livraient d'un côté «l'Etat-Argent» et de l'autre les cultures régionales ou nationales. Le Capital livré à lui-même a pour logique de casser, de broyer toutes les cultures dans une sorte de melting pot international à prétentions culturelles, de réduire toute valeur à l'état de marchandise. La culture quant à elle procède d'une autre nature. Elle est l'émanation d'une communauté et ne vise pas à la rentabilité, au profit. Ni le Louvre, ni les cathédrales n'ont été des investissements rentables. Le Capital déracine, tandis que la culture recentre l'homme tout en l'ouvrant à l'universel. L'alternative est donc simple; laisser le Capital dont les multinationales sont l'expression avancée liquider les cultures ou les mettre à leur service. Le succès de films comme «Histoire d'Adrien» de Jean-Pierre Denis qui a reçu la caméra d'or au festival de Cannes ou «l'arbre aux sabots» d'Ernano Olmi démontre qu'il est possible de faire des œuvres de qualité sur le plan international. Mais c'est une question politique qui est posée.

Hubert BOCQUILLON

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

la n.a.r. en campagne

Quand le 7 septembre dernier, le Comité directeur a pris la décision de présenter Bertrand Renouvin comme candidat royaliste aux élections présidentielles, il n'avait pas méconnu les nombreuses difficultés que présentait cette entreprise. Mais devant le choix, décisif pour l'avenir, que les Français allaient avoir à faire en avril 1981, il est apparu fondamental que les royalistes soient présents dans cette compétition, à la fois pour présenter le bilan critique du septennat écoulé, pour formuler leurs propres propositions et pour influencer sur la décision finale.

Depuis cette date, tout le mouvement s'est mobilisé pour satisfaire aux deux conditions préalables à cette candidature; je veux parler bien sûr, de la récolte des «parrainages» des maires - ces 500 signatures que nos militants s'emploient actuellement à rassembler - et de la constitution d'un «trésor de guerre» absolument indispensable pour mener à bien une campagne électorale.

Parallèlement, Bertrand Renouvin a entamé un véritable tour de France afin d'expliquer les raisons de sa candidature et les grands axes de sa campagne : Epinal, Angers, Rouen, St Lô, Lille ont déjà reçu sa visite et dans les semaines qui viennent ce seront Quimper, Lorient, Limoges, Brive, Nancy et Strasbourg qui seront à son programme.

Mais les obstacles à notre participation demeurent. Nous sommes encore loin d'avoir réuni les signatures nécessaires et depuis quelques jours notre souscription stagne. Je le répète, même au risque de lasser : c'est seulement si tous nos militants, tous nos lecteurs, tous nos sympathisants se mobilisent que nous arriverons à notre objectif.

La souscription : adressez vos dons à l'ordre de Royaliste (CCP Paris, 18 104 06 N Paris) en précisant «pour la souscription Arsenal 81».

La récolte des signatures : chacun, même un lecteur complètement isolé, peut, et doit, nous demander les formulaires nécessaires et accomplir les visites indispensables auprès des maires de sa région. Pensez que s'il nous manque une seule signature ce sera celle que vous n'aurez pas été chercher !

Yvan AUMONT

■ **QUIMPER** Bertrand Renouvin sera à Quimper, le mercredi 19 novembre. Il tiendra une réunion-permanence de 16h à 17h à l'hôtel Pascal, 17, av. de la Gare (face à la gare), les lecteurs et sympathisants sont invités à venir le rencontrer.

■ **LORIENT** Réunion-permanence de 18h 30 à 21h le mercredi 19 novembre, au Café «Le Cabotage», 19, quai des Indes. Ber-

trand Renouvin s'y tiendra à la disposition des lecteurs et sympathisants afin de répondre à leurs questions.

■ **MERCREDIS DE LA N.A.R.** Tous les mercredis, conférence-débat à 20h dans les locaux du journal.

Mercredi 12 novembre : Le Professeur Albert Jacquard expose «l'imposture scientiste de la Nouvelle Droite».

Mercredi 19 novembre : Gérard Leclerc parlera de la pensée de René Girard.

Mercredi 26 novembre : Conférence-débat par Olivier Vivarais : «Pour ou contre la bombe à neutrons».

Mercredi 3 décembre : Conférence-débat par Gérard Leclerc sur le thème «Qu'est-ce que la culture ?».

Les lecteurs de Royaliste sont conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les animateurs parisiens de la Nouvelle Action Royaliste et les principaux rédacteurs du journal. Vers 22 heures un repas froid est servi pour ceux qui désireront poursuivre les débats autour d'un pot (participation aux frais : 10 F).

■ ROYALISTE-UNIVERSITÉ

Le numéro de Royaliste-Université de novembre est paru. Il est actuellement disponible dans toutes les sections de la N.A.R. et est diffusé par les militants du collectif Jeunes Royalistes dans les lycées et les facultés. Vous pouvez le commander pour votre propagande.

10 exemplaires : 15 F - 20 ex. : 30 F - 30 ex. : 40 F.

Royaliste-Université, 8 pages, composé, illustré, prix unitaire 2 F. (C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris).

■ LE MAGAZINE-VIDEO

Le 29 octobre dernier, dans les locaux du journal, avait lieu la «première» du magazine vidéo de la N.A.R. pour le dernier trimestre 80. Il s'agit d'un véritable magazine d'informations générales réalisé par des royalistes et qui paraît une fois par trimestre. Enregistré sur vidéo-cassette, il est destiné à être diffusé dans les sections de province.

Au sommaire du numéro actuellement disponible on trouve : 1/ Gérard Leclerc commente le phénomène de la résurgence du nazisme.

2/ Le point politique de Bertrand Renouvin et la présentation de la campagne présidentielle.

3/ Un reportage extrêmement vivant sur le transfert de la Faculté de Vincennes, mené à Vincennes et à St Denis par Gérard Leclerc qui interviewe notamment une étudiante d'une soixantaine d'années. Celle-ci dit pourquoi elle a lutté et manifesté pour Vincennes. Des images de nos archives vidéo restituent Vincennes à l'époque des grèves.

4/ Jacques Cornu fait le point dans une «fiche technique» sur les matériels vidéo actuellement disponibles et sur l'utilisation que les militants de la N.A.R. peuvent en faire.

Magazine-Vidéo de la N.A.R. (45 minutes, couleur, cassette BETA) pour recevoir cette cassette à domicile et tous renseignements sur la Vidéo et la photo, écrire à NAR, cellule audiovisuel, 17, rue des Petits-Champs 75001.

librairie

MAURICE CLAVEL ET NOUS



PRIX 6 Francs FRANCO

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

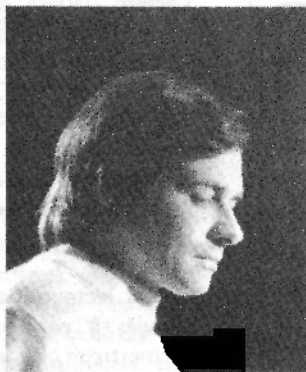
«Puisque tout recommence toujours, ce que j'ai fait sera, tôt ou tard, une source d'ardeurs nouvelles après que j'aurai disparu», écrivait le général de Gaulle. Dix ans après sa mort, que reste-t-il de son projet, et où sont les ardeurs nouvelles qu'il pressentait ? En cette période d'agitation confuse et superficielle, l'œuvre du fondateur de la Vème République paraît moins solidement établie, et les «ardeurs» des hommes politiques semblent dictées plus par l'ambition que par la volonté de mettre en œuvre un grand dessein.

Gardons-nous cependant d'un pessimisme radical. Peut-être est-il trop tôt pour que l'inspiration gaullienne, pleinement retrouvée, vienne renouveler la vie politique française. Mais il demeure des principes politiques et une constitution qui peuvent, avec d'autres hommes et dans d'autres circonstances, inspirer et soutenir un nouveau projet pour la nation. Car il ne s'agit pas, ici, de faire du gaullisme ou de l'antigaullisme : les bilans, plus ou moins honnêtes et plus ou moins complets, intéressent désormais l'histoire, et les règlements de comptes nous enferment, eux aussi, dans le passé. L'important est d'analyser ce qui a résisté à l'épreuve du temps, pour voir ce qui doit être préservé, ou transformé, dans l'avenir.

UN CONSENSUS

Le général de Gaulle, si combattu de son vivant, a créé une situation tout à fait extraordinaire dans notre vie politique : les institutions ne sont plus contestées, la constitution n'est plus attaquée comme elle l'était sous la IVème République. Il y a, comme on dit, un large consensus autour de la Vème République, y compris dans l'opposition de gauche qui avait naguère dénoncé le «coup d'Etat permanent». Sans doute, certains ne se privent pas de dénoncer telle inflexion, trop «présidentialiste», ou de regretter que tel équilibre pratique, par exemple entre le Président et le Premier Ministre, ne se fasse pas autrement. Mais le fait est que personne ne propose de fabriquer une autre constitution.

Même les royalistes ? Eh oui ! Car si la lettre de la Constitution est «républicaine», son esprit est monarchique : elle assure l'unité de l'Etat et la continuité de son action, elle manifeste le souci de l'arbitrage, exercé par un Président rétabli dans ses prérogatives face aux empiétements d'une Assemblée qui ne représente jamais que des intérêts particuliers. Cela



par
bertrand
renouvin

de gaulle dix ans après

sur le plan des principes. Quant à l'efficacité, elle paraît certaine : ni «parlementaire», ni «présidentielle», mais souple agencement des deux formules qui donnent la possibilité d'infléchir la pratique en fonction des circonstances, elle permet à l'actuel Président de gouverner sans véritable majorité, ce qui est sans doute tactiquement regrettable, mais prouve l'excellente résistance des mécanismes mis en place en 1958.

Bien sûr, cette constitution recèle des contradictions qui peuvent la mettre en péril : le conflit possible entre le Président et le Premier ministre, ou entre l'Assemblée nationale et l'exécutif, peuvent entraîner une situation de crise prolongée. Du moins l'actuelle constitution parvient-elle, depuis plus de vingt ans, à triompher des difficultés ordinaires, alors que la IVème République ne parvenait pas à s'en débarrasser.

«ROYALISER LA PRESIDENCE»

Juste dans ses principes, efficace dans sa pratique, notre constitution a surtout permis que soit restaurée l'idée de légitimité. C'est en cela que le général de Gaulle est profondément royaliste, comme le comte de Paris l'explique dans ses Mémoires (1). Et c'est par cette légitimité restaurée que la réconciliation entre la tradition monarchique et celle postérieure à 1789 peut être réalisée : telle fut l'intention commune du général de Gaulle et du comte de Paris, qui ne put aboutir, mais qui permet de comprendre

le principe de leur politique. Il n'est pas possible de rejeter cette analyse et de faire du projet commun du Prince et du Général une simple curiosité historique sous prétexte qu'il a concrètement échoué. Car l'exigence demeure, non seulement chez les héritiers réels ou prétendus du général de Gaulle, mais aussi chez les représentants d'autres traditions.

Chacun, aujourd'hui, voudrait être un recours, chacun tente d'apparaître comme un homme libéré de son appareil partisan, s'adressant directement à la nation. Ainsi Michel Rocard à Conflans-Sainte-Honorine. Ainsi Valéry Giscard d'Estaing qui, dans ses discours, invoque l'indépendance du chef de l'Etat, son rôle d'arbitre et de garant de l'unité. Mais Rocard reste un homme de parti, son succès ou son échec dépendent du choix initial du P.S.. Mais Giscard reste le représentant de la bourgeoisie financière, et ne peut être l'arbitre qu'il prétend : la légitimité n'est en lui qu'une nostalgie, qui le conduit à des attitudes caricaturales lorsqu'il se soucie d'étiquette ou lorsqu'il se prend pour le descendant de Louis XV. On peut sourire de cette quête éperdue, on peut s'indigner du spectacle présidentiel et de la récupération des thèmes gaulliens : ces singeries, ces caricatures, ces comportements mimétiques montrent d'abord que, depuis de Gaulle, l'idée de légitimité hante la conscience politique de notre pays.

C'est de là qu'il faut partir, et non d'une opposition abstraite et désormais stérile entre la «République» et la «Monarchie». Nous ne devons pas laisser l'idée de légitimité se corrompre dans le jeu politicien, et ce souci essentiel se perdre à nouveau. Mais il faut aller plus loin, et pousser jusqu'à son terme la logique gaullienne. L'homme du 18 juin a instauré une monarchie élective : il a rétabli le principe de l'unité du pouvoir en l'appuyant sur le consentement populaire. Il s'agit maintenant, selon l'heureuse formule d'un juriste (2) de «royaliser la présidence», c'est à dire d'appuyer le principe d'unité sur une légitimité historique, de le mettre au service de la justice et de la liberté, donc de poser les conditions de l'arbitrage vrai, qui suppose une indépendance pleine et entière du chef de l'Etat. Mais cette indépendance, aucun homme de parti ne peut y prétendre.

Bertrand RENOUVIN

(1) Henri, comte de Paris - *Mémoires d'Exil et de combat* - Atelier Marcel Jullian - En vente au journal franco 75 F.

(2) Dominique Decherf - *L'Institution de la Monarchie dans l'esprit de la 5ème République* - L.G.D.J. En vente au journal franco 110 F.